

Le consumérisme scolaire

Lise Malrieu

La puce à l'oreille

Octobre 2003. Me voilà jeunette et naïve, débarquant d'un collège du Tarn pour ma première rentrée en campagne bretonne. Je me retrouve professeur principal d'une classe de 6^{ème}. L'habitude est alors de rencontrer les parents individuellement pour faire avec eux le bilan de l'évaluation nationale de 6^{ème}.

En face de moi, le père de François, 40 ans environ, l'air sûr de lui. Nous parlons de son fils, il s'inquiète surtout de son comportement qui, pour l'instant, ne pose pas spécialement problème, même si l'on sent qu'il pourrait y avoir du potentiel. Arrive en guise de conclusion la phrase inattendue : « Bon, et si ça ne se passe pas bien dans ce collège, hein, vous voyez ce que je veux dire... ». Mon cerveau passe en mode recherche active, résultat : blanc total. Je me hasarde à un minable : « Que voulez-vous dire ? ». La réponse tombe, implacable : « Je le mettrai au privé ».

Je m'interroge toujours sur le sens profond de cette phrase : était-ce une menace larvée, style « Et il y a intérêt que vous sachiez vous y prendre avec mon fils » ? Était-ce un défi d'un père déjà un peu débordé « À vous de faire vos preuves » ?

J'ai bien rigolé, intérieurement. Qu'il aille le mettre « au privé », son fils, m'était à peu près indifférent. Je ne voyais même pas en quoi cela pouvait me concerner, c'était pour moi un choix idéologique des parents, point final.

Je pensais en rigoler aussi avec mes collègues. Mais un prof averti en vaut deux et cela ne les a pas vraiment fait rire, tant ils sont habitués à ce genre de mise en concurrence et se gardent bien de se moquer d'une réalité bien ancrée et grandissante : le consumérisme scolaire.

Rentrant chez moi assez abasourdie, j'essaie de comprendre ce qui se passe sous mes yeux. Il est vrai qu'en Bretagne, comme dans plusieurs autres régions, la place de l'enseignement privé est très importante. Originaire du sud-ouest, je n'ai pas cette culture : l'enseignement privé y est marginal, et, à part quelques établissements prestigieux, il accueille les enfants des familles très croyantes, les enfants de dignitaires étrangers, et récupère les élèves exclus du public. Ce n'est pas vraiment un concurrent, plutôt une autre planète.

Originaire d'une famille paysanne convertie en instituteurs dès le début du XX^{ème} siècle, je porte haut les valeurs des hussards noirs de la république. Instruction, laïcité, gratuité...

Je ne suis pas préparée à cette réalité que je découvre brutalement.

La culture locale

Printemps 2007. Espace-jeux pour les moins de 3 ans. J'accompagne régulièrement mon fils et j'en profite pour discuter avec les autres mères et les assistantes maternelles présentes. Personne ne sait que j'enseigne au collège (public) d'à

côté. Je tends l'oreille. Comment se fait le choix de l'établissement scolaire pour les aînés ? Surprise...

Deux critères se dégagent :

1- la tradition familiale.

2- la réputation de chacun des établissements (forcément devenus concurrents).

Point de conviction religieuse. Point d'idéologie, de valeurs transmises. Point de projet de société. Non, dans ces choix, il y a habitude (voire frilosité) ou pragmatisme.

Pour lutter contre ça, avec mes pauvres valeurs, je n'ai pas un argument qui tient la route. Je tente d'en discuter, je sens une totale incompréhension en face de moi. Je peux ranger mes grands discours idéologiques... Bienvenue dans le monde réel ! Chacun dans ce monde dit « Je veux le meilleur pour mon enfant ».

Chaque établissement doit donc persuader les parents que c'est lui « le meilleur pour son enfant ». Public, privé, ce n'est plus vraiment l'enjeu. On tombe dans la guerre publicitaire. On organise des portes ouvertes. On fait semblant de croire qu'on ouvre le collège pour désacraliser le lieu, faciliter le dialogue avec les parents. En réalité, on montre, on étale, comme les autres collèges concurrents : venez, on est dynamiques, on a plein de projets, on a plein d'ordinateurs, et des classes mobiles, des dispositifs d'aide, des logiciels de géométrie, des locaux agréables et bien entretenus, un club UNSS de choc, de l'aide aux devoirs. On sombre dans un marketing bien éloigné des valeurs qu'on voulait justement défendre. Est-ce vraiment dans le rôle de l'Éducation Nationale de se vendre ainsi ?

La montée de l'individualisme

Printemps 2012. D., femme de ménage dans mon village, établit un plan de bataille pour trouver le futur collège de son fils aîné qui termine son CM2 sans souci. Nous nous connaissons bien, elle m'en parle librement : elle préfère le privé parce qu'on y tient mieux les élèves. « C'est important, le cadre, non ? Il ne faut pas les laisser faire n'importe quoi. » (les idées reçues ont la vie dure ; les différences de statut entre public et privé existent toujours mais ce n'est pas ici le propos). J'essaie de la rassurer sur mon collègue (pas question de généraliser, « avec tout ce qu'on entend à la télé »), je lui propose de lui faire visiter mon établissement mais sa conviction est inébranlable. Elle bondit à chaque porte ouverte du privé et change d'avis à chaque fois : le dernier visité sera donc l'heureux élu. Très enthousiaste, elle me vante les mérites du prof de math qui l'a apparemment conquise en lui expliquant qu'il utilisait les TICE et des jeux pour motiver les élèves. Quelle image se fait-elle de moi, prof de math du public ? Un cours austère à la craie ? Je ne sais pas si je dois en rire ou en pleurer.

Pour D. comme pour la plupart des parents que je connais, c'est normal de choisir. Elle est là, la nouveauté : pour avoir « le meilleur », jusqu'à récemment, les parents bien informés ne pouvaient guère jouer que sur les options choisies (langues rares, allemand, latin et grec, option maths en L au lycée). Maintenant, un autre paramètre est à la portée de tout parent équipé d'un véhicule : le nombre d'établissements scolaires équivalents accessibles en un temps raisonnable depuis son domicile.

Dans mon village, depuis quelques années, des parents mécontents retirent leur enfant de l'école communale pour les mettre « au privé » 10 km plus loin, parce que telle maitresse n'enseigne pas comme il faut, telle autre est trop ci ou pas assez cela, parce qu'on ne prend plus les 2 ans en maternelle. Pour les avoir côtoyés et m'être intéressée à la question, je précise qu'il ne s'agit pas de « cas pathologiques », ni chez les maitresses, ni chez les parents.

L'assouplissement de la carte scolaire a été considéré comme une bénédiction dont il faut profiter. La société de consommation est aussi en train de gagner le terrain de l'éducation. Avec la question : dans ces conditions, quelle société préparons-nous pour demain ? Certains établissements publics deviendraient-ils des « pis-aller », ce qu'on subit quand on ne peut pas se payer mieux (du privé ou des transports pour aller dans un « meilleur » public) ? Les seuls qui semblent s'en émouvoir, c'est nous, les CSP* estampillées « éducation nationale ».

* CSP
Catégorie Socio-
Professionnelle



LE CARTABLE DU NOMADE

Du nomadisme scolaire au grand désarroi

Dans ce contexte où les valeurs ne sont plus lisibles, le mythe de l'école à la maison refait surface.

Octobre 2011. Altercation entre ma voisine Z. et la directrice de l'école où sont scolarisés ses trois enfants. Z. ne veut pas que son dernier, David, 4 ans, aille à l'école toute la journée. C'est trop lourd pour lui, il pleure tous les matins en arrivant au portail, il n'a pas envie d'aller à l'école l'après-midi, il est encore bien petit pour avoir des journées si chargées. La maitresse lui met la pression, évoque l'absentéisme scolaire (les nouvelles circulaires de septembre 2011 sont contraignantes) mais parle surtout de la difficulté qu'a David à s'intégrer dans la classe (32 élèves, les trois niveaux de maternelle) en ne venant que le matin. Elle pense que son manque d'intérêt pour l'école vient en bonne partie de là.

Z. claque la porte, reprochant à la maitresse de trop formater son enfant, de ne pas lui permettre de suivre son propre rythme, et d'être soumise à l'institution. Donc l'école formate.

On ne peut pas dire autre chose : oui, l'école, ça sert aussi à formater les enfants. En langage policé, on dit : aider les enfants à trouver leur place d'adulte dans la société, à bien s'intégrer. La question essentielle posée à notre éducation nationale est alors : peut-elle véhiculer (ou au moins laisser la place à) d'autres valeurs que celles de la société de consommation dans laquelle elle existe ? Il semblerait que ce soit bien difficile.

Car Z. aussi veut « le meilleur pour son enfant ». Ce « meilleur » n'est pas une

bonne situation, ni une instruction solide. Il est à chercher plutôt du côté de l'épanouissement personnel, son mode d'éducation et ses convictions en témoignent. Sa réponse, c'est l'individualisation. Elle ne trouve évidemment pas cela à l'école... Malgré les PPRE*, socle commun, parcours, TPE* et autres modalités saupoudrées du primaire au secondaire, qui peut prétendre qu'une éducation de masse puisse être totalement individualisée, en terme de rythme, de contenu, d'accompagnement ? Qu'on tende vers cet idéal (éventuellement en nous inspirant des modèles nordiques), c'est certainement une bonne chose, la plupart du temps, mais gardons-nous de faire croire que nous pourrions y parvenir.

Déstabilisée, en colère, Z. pense d'abord inscrire David à l'école Montessori de Rennes. Elle y renonce : le temps de transport n'est pas envisageable pour un enfant de cet âge. Elle penche ensuite pour l'école à la maison. L'idée est séduisante, on ne peut pas faire plus individualisé... mais Z. a la grande qualité d'être lucide sur elle-même, elle sait qu'elle ne s'y tiendra pas et n'aura pas la patience. La mort dans l'âme, après avoir écrit une lettre virulente à l'IA qu'elle jettera finalement, elle se résigne à laisser son fils là où il est. Et elle mettra des mois avant de remettre un pied à l'école, laissant son compagnon s'occuper des trajets.

Mars 2012. H. franchit le pas. Elle aussi rejette la société de consommation et cherche son chemin dans l'épanouissement personnel. Son cadet, dit-elle, n'a aucune motivation à l'école, ne sait pas du tout lire en fin de CP, souffre de devoir rester assis en classe. Après une longue

réflexion, elle déscolarise ses trois enfants et tente l'école à la maison dans sa version la plus extrême (l'école informelle : sans programme, en travaillant uniquement à partir des centres d'intérêt que l'enfant manifeste, au rythme défini par l'enfant). Six mois plus tard, sa grande a repris le chemin de l'école, et il ne se passe pas une journée sans qu'elle se demande, devant les difficultés qu'elle rencontre au quotidien, si elle a fait le bon choix.

Septembre 2012. Surprise : Elouan, un bon copain de mes enfants, n'est plus sur les listes de l'école. Je passe chez lui me renseigner : école à la maison, mais sur la méthode Montessori cette fois, et avec un cadre fixé, des horaires de travail établis à l'avance. Son grand frère quant à lui est maintenant « au privé ». Je cherche à comprendre. Encore un problème avec une maîtresse, qui a « mal géré » un conflit entre le grand et un autre élève. L'occasion était trop belle pour qui était déjà tenté...

Ces trois familles sont donc prêtes à de grands sacrifices pour que leurs enfants reçoivent la « meilleure » éducation : ils croient ainsi les mettre à l'abri de l'idéologie libérale. Quel résultat ? Paradoxalement, cette frange de personnes qui rejette la société de consommation adopte, par rapport à l'école, un comportement au moins aussi consumériste que les autres.

Ce que ça dit sur notre société.

Ces saynètes, bien réelles, se sont déroulées en Bretagne, où la configuration public/privé forme un terreau favorable au consumérisme. Ce qui se cache derrière me semble beaucoup plus général.

* PPRE
Parcours
Personnalisé de
Réussite Éducative
* TPE
Travaux Personnels
Encadrés

Tout se passe comme si la vie en groupe, dans le cadre scolaire du moins, n'était perçue que sous l'angle de la contrainte, les inévitables désagréments prenant le pas sur les amitiés, la force et la solidarité qu'on peut y puiser. Les règles de vie collective seraient-elles devenues insurmontables ? Faut-il protéger son enfant de ce qui était, il y a peu, le cœur de l'apprentissage de la vie (gérer les conflits, attendre son tour, faire face à la frustration) ?

Tout se passe comme si chaque famille devait se débrouiller seule pour trouver son chemin, ou créer elle-même, avec d'autres familles, une communauté de valeurs. Il semblerait que nous ayons quitté le terrain du projet de société commun, de l'idéologie, et que nous soyons entrés de plain pied dans l'ère du pragmatisme individuel.

De la colère, de l'inquiétude oui, mais moins de confiance et plus du tout de persévérance, dirait-on.

Mais quelles valeurs transmet-on ainsi ? À la moindre contrariété de l'enfant ou de ses parents, le réflexe devient la fuite vers un ailleurs forcément meilleur. Surtout s'il est dans le cocon familial. Serait-ce un signe des temps ?

Chacun dans notre monde dit « Je veux le meilleur pour mon enfant ». Chacun dans notre monde pense « Méfions-nous, protégeons nos enfants ».

Dans ces conditions, il semble que le consumérisme éducatif ait de beaux jours devant lui.

